



Cfdt:

BNP PARIBAS

01 avril 2026



Julie LEQUEUX

Déléguée Syndicale Nationale

06 60 68 60 35



Cédric GRENIER

Délégué Syndical National Adjoint

06 67 92 25 69



Stefan DESBOURDES

Délégué Syndical National Adjoint

06 68 24 35 41



Chantal MARCHAND

Représentante Syndicale Nationale

06 99 33 92 51



Alexandre BOUAT

Représentant Syndical National Adjoint

06 98 54 83 53

CRISE GEO-POLITIQUE

BNP PARIBAS DOIT RÉAGIR POUR SES SALARIÉ(E)S !

A l'aune du contexte géopolitique actuel qui percute de plein fouet le monde et notre pays en matière de pouvoir d'achat, **la CFDT souhaite que notre entreprise prenne des mesures pour soutenir économiquement ses salarié(e)s.**

Nous constatons que l'inflation repart, et que les prix des carburants -notamment- ont dépassé les niveaux atteints en 2022 dans les débuts de la guerre en Ukraine.

A la CFDT, il nous semble que nous ne pouvons attendre que toutes les aides viennent de l'Etat, particulièrement dans un contexte de déficit très important.

L'entreprise a également un rôle à jouer pour soutenir et préserver le pouvoir d'achat de ses salarié(e)s en ces temps de crise. BNP Paribas particulièrement.

Nous demandons à l'entreprise de prendre ses responsabilités et souhaitons entamer des discussions notamment sur ces sujets :

- **Le versement d'une prime exceptionnelle**
- **La revalorisation des I.K**
- **La hausse des indemnités du télétravail**
- **L'augmentation de la prise en charge de l'employeur sur les tickets restaurants ou les abonnements de transport en commun...**

Liste non exhaustive

CQFD ?

Ce qu'il fallait démontrer ?



Les derniers projets de réorganisations de BNPP (dans les agences du réseau notamment) augmentent considérablement le temps de trajet domicile/travail, diminuent le parc automobile de l'entreprise, **sans aucune compensation financière pour les salarié(e)s.** Ce genre de situations géopolitiques et économiques empirent des situations déjà préoccupantes pour la CFDT. De quoi donner davantage de sens (s'il en était besoin) à nos revendications sur la mise en place de réels accompagnements dans le cadre des mobilités et non pas se résoudre à l'obtention d'une « primette » one-shot pour une poignée de salarié(e)s.

